

Questions orales

Je veux lui demander ceci. Est-il exact ou non de dire qu'une étude d'impact écologique a été faite pour les compressions prévues dans les services de VIA Rail?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je vais répéter ce que j'ai déjà dit deux fois. Je crois que nous devrions attendre l'annonce pour savoir exactement quelle étude a été faite et quel a été son objet. Je crois qu'il est normal d'attendre l'annonce et nous répondrons le jour où elle sera faite.

M. Angus: Monsieur le Président, le ministre des Transports devrait se rappeler que le printemps dernier, le premier ministre a déclaré catégoriquement à la Chambre qu'aucune étude du genre n'avait été réalisée.

Voici ce que je désire apprendre de la bouche du ministre. Il est vrai que nous saurons tout quand tous les rapports seront publiés, mais les Canadiens veulent savoir d'avance si votre gouvernement a bien fait son travail et s'il a commandé une étude d'impact. A-t-on fait une telle étude, oui ou non, pour vérifier l'impact de ces compressions sur l'environnement?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, je ne puis que répondre: «Attendez le jour de l'annonce.»

* * *

LE CAMBODGE

M. Robert Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement de M. Hun Sen au Cambodge a établi un système de marché libre et adopté une constitution prévoyant des élections multipartites sous la surveillance internationale; il a même veillé à l'abolition de la peine capitale. Les Vietnamiens se sont retirés du Cambodge et le gouvernement bénéficie de l'appui de la grande majorité des Cambodgiens.

Qu'est-ce que le gouvernement du Canada attend de plus pour se distancer des Khmers rouges meurtriers et se rapprocher enfin du gouvernement de M. Hun Sen?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce que recherche le gouvernement du Canada au Cambodge, c'est d'aider les Cambodgiens à décider eux-mêmes de leur avenir.

J'ai trouvé intéressant le point de vue personnel du député selon qui le régime Hun Sen jouit de l'appui de la majorité des Cambodgiens. Nous sommes loins d'en être

sûrs. Les troupes vietnamiennes se sont effectivement retirées du territoire cambodgien, en partie du fait que le Canada, d'autres pays d'Occident et nos alliés dans l'ASEAN affichent depuis quelques années une position très ferme à cet égard. Nous pensons que le moment n'est pas encore venu d'assouplir notre position. Personne ne veut être mêlé de près ou de loin à la faction de Pol Pot du régime des Khmers rouges. La réalité est que les Khmers rouges commandent encore un certain respect au Cambodge.

À la conférence de paix, de Paris cet été, nous nous sommes employés à trouver un moyen de mettre sur pied un gouvernement de coalition ou un gouvernement provisoire qui représenterait tous les Cambodgiens, et nous avons essayé de minimiser le rôle des Khmers rouges.

Je puis assurer au député que, de concert avec nos alliés, je suis cette affaire de très près. Il en a d'ailleurs été question tout récemment lors d'entretiens que j'ai eus avec les ministres des affaires étrangères des autres pays membres du Groupe des 7 à New York, jeudi soir dernier.

* * *

LE LOGEMENT

M. Harry Chadwick (Brampton—Malton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Habitation. On l'a accusé d'avoir dit qu'il n'y avait pas de crise du logement au Canada. Comment peut-il justifier cette déclaration? Pourrait-il fournir des éclaircissements à la Chambre?

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): Monsieur le Président, l'article en question faisait bien sûr allusion à un sondage dans le cadre duquel on demandait aux Canadiens quels étaient leurs deux principales préoccupations.

Or, seulement 22 p. 100 de tous les Canadiens interrogés d'un bout à l'autre du pays ont mentionné la question du logement, contre 43 p. 100 dans la région de Toronto, d'où vient le député.

Ce sont en fait mes propos concernant ce sondage que les journaux ont rapportés, alors que le gouvernement et moi-même considérons le logement comme une priorité et un problème pressant, que beaucoup plus de Canadiens devraient reconnaître.